

*Les crédits*

moyen, et que ce ne soit plus les plus nantis qui profitent de tous les avantages fiscaux comme c'est le cas à l'heure actuelle aux termes de la politique fiscale du gouvernement conservateur.

Si la députée connaît les statistiques sur l'impôt, elle sait que, depuis huit ans, sous le gouvernement conservateur, ce sont les gens à revenu élevé qui sont les plus privilégiés et de loin. Ils profitent en fait, d'une réduction d'impôt, et ce sont les pauvres ainsi que les gens de la classe moyenne qui doivent financer les largesses en question. Ainsi, comme nous l'avons proposé dans cette enceinte, nous souhaiterions mettre en place un mécanisme pour redistribuer le fardeau plus équitablement.

Dans ses observations initiales, la députée a dit souhaiter que tous les Canadiens puissent unir leurs efforts. Je pense que le premier ministre s'est engagé sur la bonne voie lorsqu'il a commencé à parler d'un gouvernement de réconciliation nationale. Lorsqu'il a été élu pour la première fois, vous vous rappelez sûrement qu'il a amené ici Bob Hawke, le premier ministre de l'Australie et qu'il a réuni à Ottawa des représentants des travailleurs, des sociétés et de la population en général afin de trouver des façons d'unir les efforts des Canadiens de tous les secteurs. Cette réunion n'a pas abouti, car le premier ministre lui-même ne semblait pas vraiment être sérieux à ce sujet.

Je me rappelle que, lorsque j'intervenais parfois à la Chambre au sujet des problèmes d'acheminement du blé par les ports de la côte ouest qui étaient fermés à cause de grèves, le premier ministre intervenait généralement pour m'inviter à m'adresser à mes amis des syndicats pour voir s'ils pourraient mettre un terme à la grève. Je vais vous dire en quoi réside le problème, madame la Présidente; si en faisant des déclarations de ce genre, le gouvernement reconnaît qu'il n'a pas d'amis dans le monde ouvrier, il lui est alors impossible d'établir un gouvernement de réconciliation nationale qui. . .

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le temps de parole du député est écoulé. La période de questions et observations est terminée. Nous passons maintenant au débat. Je donne la parole au député de Saint-Léonard. Vous partagez, je crois, votre temps avec la députée de Nepean.

[*Français*]

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, je veux justement confirmer que je partagerai le temps dont je dispose avec ma collègue de Nepean.

En cette journée d'opposition, nous débattons de la motion de mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell qui dit ceci:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement est incapable d'assurer le leadership et de diriger les affaires économiques et sociales du pays, qu'il a perdu la confiance de la Chambre et de la population canadienne et que, partant, des élections générales devraient être déclenchées sur-le-champ, conformément aux coutumes, pratiques et traditions canadiennes, qui prévoient la tenue d'élections générales au moins tous les quatre ans.

• (1310)

Qu'est-ce que cette motion énonce? Premièrement, elle établit que la tradition veut qu'à chaque quatre ans, on doit tenir des élections. Et, mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell s'est inspiré de la même motion que l'actuel premier ministre, alors chef de l'opposition, avait proposée à cette même Chambre le 9 décembre 1983. Voilà qu'après huit ans de gouvernement, nous avons tous les problèmes de ce monde. Le pays est en crise et, malgré le fait, qu'il y a huit ans, ou je dirais neuf ans, le premier ministre actuel croyait en l'importance de tenir des élections tous les quatre ans, il le disait dans des termes clairs et précis que c'était une tradition canadienne. D'ailleurs, il l'a affirmé lors des élections de 1988.

Le 24 octobre 1992, et je cite une entrevue du *Journal de Montréal*, le premier ministre disait : «Nous sommes à un an des élections, et nous aurons le temps d'en discuter davantage.» Cela veut dire qu'il change encore une autre promesse non respectée et que maintenant il croit à des gouvernements qui pourront siéger jusqu'à cinq ans. Et qu'est-ce que le premier ministre avait dit à ce moment-là, le 9 décembre 1983, concernant des gouvernements qui pourraient siéger plus longtemps que quatre ans? Il a dit: Oui, cela peut arriver que des gouvernements puissent siéger au-delà de quatre ans. Mais cela veut dire que ces gouvernements sont fatigués. Cela veut dire que ces gouvernements sont en faillite. Et voilà, monsieur le Président, ce qui arrive actuellement à ce gouvernement qui a perdu la confiance totale de la population. Non seulement dans une région du Canada, mais dans toutes les régions du Canada. On n'a qu'à regarder les derniers sondages.

Étant donné que je partage le temps avec ma collègue de Nepean, j'aimerais pendant les quelques minutes qui restent parler surtout de ma région, la région de Montréal, qui est désastreusement affectée. Dans le passé, je m'en souviens, on avait un slogan à Montréal: Montréal, fierté, Montréal, une ville. Aujourd'hui, c'est la capitale du chômage, c'est la capitale des faillites. Montréal n'est plus la métropole du Canada. Montréal est vraiment en danger. Depuis janvier 1992, nous avons suggéré—on se fait toujours dire par le gouvernement que l'opposition critique seulement. C'est facile de critiquer mais si vous avez des idées, faites-le nous savoir, mettez-les de l'avant. Eh bien, nous avons mis de l'avant un plan d'action